

## Revue de presse du Mali

**15.09 – 30.09.2023**

---

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à la société.

### Contenu

**- AES du Mali, Burkina Faso et Niger Une alliance défensive**

**- Mali : La gestion complexe de la crise du nord et du centre du Mali par les autorités actuelles**

## AES Mali, Burkina Faso et Niger Une alliance défensive

Selon un proverbe bien connu de chez nous « 2 tasses d'eau chaude ne donnent pas une eau froide ». Les autorités militaires du Mali, du Burkina-Faso et du Niger, toutes issues de coup d'Etats militaires et gagne-petit sur le plan international veulent-elles démontrer le contraire ?

En tout cas, les intenses concertations diplomatiques de la semaine dernière entre les capitales des trois pays, ont accouché d'un nouveau cadre politico-militaire baptisée « Alliance des Etats du Sahel » dont l'acronyme est AES.

Sans pouvoir dire que cette alliance est née ex-abrupto, on peut s'interroger sur le secret savamment entretenu autour de sa rapide gestation qui, par définition même, est incompatible avec une implication des populations, ne serait-ce qu'au niveau des organes législatifs transitoires.

Les juristes diront si les raccourcis pris sont respectueux des constitutions ou Charte de Transition en vigueur dans les différents pays en raison des clauses d'entrée en guerre automatique en cas d'agression contre un pays membre ou encore les possibilités d'intervention militaire dans chaque territoire.

Aujourd'hui, déclare le Think tank américain Centre d'études stratégiques de l'Afrique. « Une grande partie du nord du pays est tombée sous la domination de groupes islamistes militants », La zone des trois frontières, épicerie des activités terroristes, est désormais hors de contrôle.

Pour reprendre le contrôle de la zone, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont formé cette alliance de défense afin de lutter efficacement contre les groupes terroristes. Après les coups d'État de 2020 et 2021, la Transition malienne a évincé la force antijihadiste française en 2022 et la force de l'ONU (Minusma) en 2023.

Et malgré ses démentis, elle est considérée par de nombreux pays comme ayant fait appel aux services de la société paramilitaire russe Wagner. Le retrait des Casques bleus devrait être achevé d'ici le 31 décembre.

La Minusma était souvent critiquée pour sa contribution jugée insuffisante dans la lutte contre le djihadisme. Cependant, elle avait le mérite de se positionner entre les indépendantistes Touaregs et l'armée malienne.

Son départ progressif est considéré comme ayant contribué à l'escalade dans le nord. La Minusma remet ses camps aux autorités maliennes. Mais dans la lutte territoriale en cours, les séparatistes estiment que les installations de l'ONU, dans les zones qu'ils contrôlaient au moment de la signature de l'Accord pour la paix issue du processus d'Alger devraient revenir sous leur contrôle.

Cette question deviendra encore plus brûlante d'ici fin 2023 avec le camp de Kidal, ville bastion des Touaregs. De leur côté, le GSIM et les groupes affiliés à l'État islamique combattent l'armée.

Ils évitent d'attaquer les agglomérations, mais se disputent les ressources (points d'eau, mines d'or, taxation des populations) au prix de combats sanglants et de déplacements massifs de populations. Les groupes à dominante touarègue se battent contre les djihadistes et, semble-t-il, contre l'armée.

Dans cette complexité, des alliances se tissent. La question d'une alliance de circonstance entre les indépendantistes et le GSIM est posée. « Il peut y avoir des alliés circonstanciels, temporaires, qui s'affronteront demain.

Notre véritable ennemi, ce sont les Fama », les forces armées maliennes, affirme un cadre d'un groupe armé sous couvert d'anonymat, tout en niant toute collaboration avec les djihadistes. La junte au pouvoir à Bamako considère la reconquête du territoire comme sa priorité et privilégie l'option militaire.

Malgré la supériorité aérienne, l'ouverture d'un nouveau front risque de mettre à l'épreuve une armée déjà étiée, ainsi que les assurances de la junte quant à l'amélioration de la situation sécuritaire.

Le Mali est sur le point de faire face à plus de 1 000 événements violents impliquant des groupes islamistes militants en 2023, dépassant ainsi les niveaux de violence record de l'année dernière et représentant une multiplication par presque trois depuis l'arrivée au pouvoir de la junte en 2020 », a déclaré le Centre d'études stratégiques de l'Afrique.

La « Charte du Liptako-Gourma » crée l'« Alliance des États du Sahel » (AES), a écrit le chef de la junte malienne, Assimi Goita, sur X (anciennement Twitter). Son objectif est d'établir une architecture de défense collective et d'assistance mutuelle, a-t-il souligné.

Selon la charte (article 6), toute atteinte à la souveraineté et à l'intégrité du territoire d'une ou plusieurs parties contractantes sera considérée comme une agression contre les autres parties et entraînera un devoir d'assistance et de secours de toutes les parties, individuellement ou collectivement, y compris l'emploi de la force armée pour rétablir et assurer la sécurité au sein de l'espace couvert par l'Alliance.

Depuis le coup d'État du 26 juillet au Niger, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) maintient une position constante : les autorités militaires doivent « restaurer immédiatement l'ordre constitutionnel » en libérant le président déchu Mohamed Bazoum et en le réinstallant dans ses fonctions.

L'organisation ouest-africaine a plusieurs fois brandi la menace d'une intervention armée et a imposé de lourdes sanctions économiques au Niger.

Cependant, le Burkina Faso et le Mali voisins estiment qu'une opération militaire contre ce pays serait une « agression illégale et insensée » et ont promis une « riposte immédiate ».

« Cette alliance sera une combinaison des efforts militaires et économiques entre les trois pays », a déclaré le ministre des Affaires étrangères malien, Abdoulaye Diop, aux journalistes. « Notre priorité est la lutte contre le terrorisme dans les trois pays », a-t-il ajouté.

La région du Liptako-Gourma, qui est frontalière du Mali, du Burkina Faso et du Niger, a été ravagée par le djihadisme ces dernières années.

Le Mali et le Burkina Faso, dirigés par des militaires arrivés au pouvoir par des coups d'État en 2020 et 2022, ont rapidement affiché leur solidarité avec les généraux de Niamey après leur prise de pouvoir.

Cette nouvelle alliance est-elle une G3-Sahel qui enterre définitivement le G5-Sahel en éjectant la Mauritanie et le Tchad ? En attendant le même et prochain requiem pour la CEDEAO ? Décidément les choses bougent en Afrique de l'Ouest.

Source MaliKilé

## MALI

### La gestion complexe de la crise du nord et du centre du Mali par les autorités actuelle

Il est facile de préciser que la récupération des territoires de la MINUSMA est une question de vie ou de mort pour l'État malien. C'est également une question de respect du droit international.

Céder ces bases aux groupes armés séparatistes qui revendiquent une partie du territoire du Mali est tout simplement inacceptable et constitue une violation flagrante de toutes les résolutions des Nations Unies qui ont toutes reconnu la souveraineté du Mali sur l'ensemble de son territoire.

De plus, priver l'État de ces bases affaiblit simplement la lutte contre le terrorisme international que le Mali mène seul, avec tous les sacrifices et une grande détermination.

Cette lutte est considérée par le peuple et l'État du Mali comme une contribution à la paix et à la sécurité internationales, pour le plus grand bonheur de l'humanité tout entière.

Arrêter le terrorisme au Mali, c'est empêcher sa propagation dans d'autres pays. C'est donc un combat noble qui doit être soutenu par toutes les bonnes volontés, y compris les pays du Sahel et de la CEDEAO.

La CMA, faute de s'allier au Mali pour combattre le terrorisme, doit au moins s'abstenir de rejoindre les terroristes, au risque d'être considérée comme un groupe non fréquentable avec lequel il ne faut plus négocier, au même titre que les groupes terroristes.

Les dirigeants de la CMA doivent sérieusement réfléchir à leur positionnement dans cette guerre. Ils doivent choisir entre être des terroristes non fréquentables ou être des Maliens qui respectent la République mais qui se battent politiquement pour un projet de société, comme toutes les autres formations politiques.

En général, l'utilisation de la force pour imposer quelque chose peut souvent être contre-productive. La théorie de la dissuasion ou de la dissuasion est toujours meilleure dans ce cas.

Elle peut permettre d'amener les parties à un consensus qui préserve l'honneur de toutes les parties et réduit les haines, les rancœurs et les tensions.

La paix obtenue grâce à cette approche du dialogue est plus durable et mettra fin à l'esprit de vengeance qui est à l'origine de l'irréductibilité des Touaregs et des rébellions qui se répètent à chaque fois.

Nous devons tirer les leçons du passé et éviter des réponses disproportionnées. Il faut donc toujours privilégier le dialogue, ce qui suppose de rétablir la confiance entre les parties en envoyant des signaux cohérents de paix de part et d'autre. Évitions tout ce qui peut être perçu par l'autre partie comme une provocation.

L'objectif est d'obtenir la sincérité de toutes les parties. Le dialogue à la base, au niveau des communautés, peut souvent être très utile. Les communautés peuvent exercer une pression sur les élites ou même refuser de les suivre.

Dans cette stratégie, l'information, la communication et la sensibilisation doivent occuper une place plus importante. Beaucoup de malentendus découlent de l'ignorance, de la peur de l'autre et des stéréotypes créés sur les communautés en raison d'une mauvaise communication.

Il est essentiel de prendre le temps de corriger tout cela. Le commerce et l'investissement, s'ils se développent entre le Nord et le Sud, peuvent également contribuer à accélérer les coalitions basées sur le développement des affaires.

Lorsque chaque individu au Nord gagne sa vie en vendant, en achetant ou en faisant des affaires avec le Sud, une dépendance économique naturelle se crée entre les communautés. Vouloir les séparer par de simples positions politiques devient impossible.

Voici quelques idées qui peuvent aider le Mali à résoudre la crise dite du Nord sans recourir aux armes.

Il est important que ceux qui soutiennent la CMA dans sa folie guerrière se rétractent rapidement, car ils ne feront qu'aggraver la situation et transformer le Nord en un nouveau champ de guerre, dont les seules victimes seront les populations innocentes.

**Source : Mali Tribune**



**Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.**

**Ulf Laessing**, Directeur régional programme Sahel  
basé à Bamako

**Aminata Traore**, Assistante de Programmation /  
rédactrice en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

[www.kas.de/Sahel](http://www.kas.de/Sahel)

[https://twitter.com/KAS\\_Sahel](https://twitter.com/KAS_Sahel)

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

[Ulf.laessing@kas.de](mailto:Ulf.laessing@kas.de) / [Aminata.traore@kas.de](mailto:Aminata.traore@kas.de)

---

Badalabougou - Est  
Bamako/Mali  
B.P. E 1247  
Téléphone:  
+223-20.23.00.36  
[Info.bamako@kas.de](mailto:Info.bamako@kas.de)  
[www.kas.de/sahel](http://www.kas.de/sahel)

[www.kas.de](http://www.kas.de)